

COLOMBIA

The world's most dangerous place for unionized workers

Colombia is the country where more trade unionists are killed than in the rest of the world combined.

Trade union organizers are hunted down and murdered because unions are considered to be subversive and organized workers make demands for better working conditions.

During the administration of the current President, Álvaro Uribe Velez, 560 union officers and members have been brutally and systematically murdered.

The United Nations calls Colombia the "worst humanitarian disaster" in the Western Hemisphere.

Shadowy paramilitary organizations linked to powerful drug cartels have used terror, tortured and massacred entire communities, and caused mass exodus from the countryside in order to appropriate huge tracts of resource rich land. Such groups control 23 of Colombia's 31 provinces.

There have been 955 reported cases of summary executions by the army over the last five years. Colombian soldiers are accused of executing peasants in rural areas and passing them off as leftist rebels killed in combat.

The US Congress refuses to approve a trade agreement with Colombia because of evidence of government involvement in human rights violations, including ongoing and unsolved crimes against trade unionists and direct involvement of the Colombian government with paramilitary death squads.

A Trade Agreement with Canada throws a lifeline of political support to a government spiralling in a crisis of legitimacy.

Why are we bargaining a trade deal... with a government so far out of step with such basic Canadian values of human rights, democracy, freedom and the rule of law?



The Canadian Labour Congress calls on the Prime Minister to:

SUSPEND THE TALKS!

Immediately suspend the Colombia-Canada trade talks, which are currently on a fast track process to completion before the end of the year.

PROVIDE A FULL DEBATE!

The Canadian government must cease its efforts to push through a quick deal with Colombia. Bring this issue to Parliament for a full and public debate.

PUT HUMAN RIGHTS FIRST!

Any trade deal with Colombia must include a full human rights impact assessment, with input from human rights and development experts from Canada and Colombia, before it is signed and approved by Parliament.

ADOPT A NEW APPROACH TO TRADE!

Trade agreements should never make life worse for people. Canada should pursue a trade model that allows governments to manage in favour of human rights and development, and that ensures full democratic discussion of trade and investment policy.



Canadian Labour Congress

Congrès du travail du Canada

canadianlabour.ca

COLOMBIE

L'endroit le plus dangereux du monde pour les travailleurs et les travailleuses syndiqués

Plus de syndicalistes sont tués en Colombie que dans tous les pays réunis.

Les organisateurs syndicaux sont pourchassés et assassinés parce que les syndicats sont considérés être subversifs et les travailleurs syndiqués exigent de meilleures conditions de travail.

Au cours de l'administration actuelle du président Álvaro Uribe Velez, 560 dirigeants et membres de syndicats ont été brutalement et systématiquement assassinés.

D'après les Nations Unies, la Colombie connaît « la pire catastrophe humanitaire » de l'hémisphère occidental.

Des organisations paramilitaires douteuses liées aux puissants cartels de la drogue ont utilisé la terreur, torturé et massacré des communautés entières et provoqué un exode massif de milieux ruraux pour s'approprier d'énormes étendues de territoires riches en ressources. Ces groupes contrôlent 23 des 31 provinces de la Colombie.

Au cours des cinq dernières années, 955 cas d'exécutions sommaires par l'armée ont été rapportés. Des soldats colombiens sont accusés d'avoir exécuté des paysans dans des régions rurales et de les avoir fait passer pour des rebelles de gauche au combat.

Le Congrès américain refuse d'approuver un accord commercial avec la Colombie à cause des preuves que le gouvernement colombien est impliqué dans la violation des droits humains, y compris des crimes non résolus à l'endroit de syndicalistes et la participation directe du gouvernement aux escadrons paramilitaires de la mort.

Un accord commercial avec le Canada est une corde de salut politique tendue à un gouvernement qui s'enfonce dans une crise de légitimité.

Pourquoi sommes-nous en train de négocier un accord commercial...

avec un gouvernement qui va carrément à l'encontre des valeurs de base du Canada en matière de droits humains, de démocratie, de liberté et de règle de droit?



Le Congrès du travail du Canada demande au Premier ministre :

DE SUSPENDRE LES POURPARLERS!

Le gouvernement doit suspendre immédiatement les pourparlers entre la Colombie et le Canada, présentement engagés dans un processus accéléré pour se terminer d'ici la fin de l'année.

D'ENGAGER UN DÉBAT COMPLET!

Le gouvernement du Canada doit cesser ses efforts en vue de conclure un marché à la hâte avec la Colombie. La question doit faire l'objet d'un débat public complet au Parlement.

D'ACCORDER LA PRIORITÉ AUX DROITS HUMAINS!

Un accord commercial avec la Colombie doit être précédé d'une évaluation complète des répercussions sur les droits humains, comprenant l'apport d'experts du Canada et de la Colombie en droits et en développement humains, avant d'être signé et approuvé par le Parlement.

D'ADOPTER UNE NOUVELLE APPROCHE EN MATIÈRE DE COMMERCE!

Les accords commerciaux ne devraient jamais rendre la vie des gens plus difficile. Le Canada devrait adopter un modèle commercial qui permet aux gouvernements de gérer les choses dans l'intérêt des droits et du développement humains et qui assure une pleine discussion démocratique sur la politique commerciale et de l'investissement.



Congrès du travail du Canada

Canadian Labour Congress

congresdutravail.ca